

L'Eurasie vingt ans après. Transitions démocratiques ou retour à l'autoritarisme ?

par Anne de Tinguy

C'était il y a vingt ans : le 8 décembre 1991, l'URSS a cessé d'exister. Dans un contexte international transformé, les Etats qui en sont issus s'étaient alors engagés dans des politiques de transition vers la démocratie et l'économie de marché. Vingt ans plus tard, l'heure est au bilan et de récents événements (déclaration de candidature de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie, manifestations de protestation lors des élections à la Douma de décembre 2011, condamnation à sept ans de prison de Ioulia Timochenko, ancien Premier ministre de l'Ukraine) suggèrent que celui-ci est complexe et contrasté.

Transition vers la démocratie : des débuts apparemment prometteurs

Au début des années 1990, la Russie, l'Ukraine, les Etats du Caucase, ceux d'Asie centrale affichent un objectif de démocratisation que beaucoup d'entre eux entendent poursuivre avec le soutien de leurs partenaires européens et nord-américains. Ils en inscrivent les fondements dans de nouvelles Constitutions, mettent en place les institutions correspondantes, cherchent à donner une légitimité à leurs dirigeants en les élisant au suffrage universel, semblent attachés au paysage médiatique diversifié hérité de la perestroïka gorbatchévienne. Par la suite l'apprentissage de la démocratie, effectué à des rythmes différents, sera plus ou moins poussé selon les Etats. L'Ukraine est probablement le pays qui est allé le plus loin sur cette voie, le Turkménistan le moins loin.

La trajectoire de l'Ukraine n'a été ni linéaire ni exempte de tensions. Une démocratie électorale et un pluralisme politique ont néanmoins été mis en place. A partir de 1994, l'alternance politique prévaut. Aucun des présidents élus (Leonid Kouchma en 1994, Viktor Iouchtchenko en 2004 et Viktor Ianoukovitch en 2010) n'a été intronisé par son prédécesseur comme cela a été le cas en Russie ou en Azerbaïdjan. La « révolution orange », née fin 2004 de la volonté des citoyens de voir le résultat de leur vote pris en considération par le pouvoir, est une étape essentielle du processus de démocratisation. Dans les années qui suivent, la liberté croissante d'expression et le déroulement de l'élection présidentielle de 2010 en confirment les progrès. Ironie de l'histoire, c'est Viktor Ianoukovitch, celui dont le comportement avait entraîné les protestations massives de 2004, qui en bénéficie. D'emblée, il s'emploie à reprendre le contrôle du champ politique. En 2011, l'ONG Freedom House enlève à l'Ukraine le statut de « pays libre » qu'elle avait acquis en 2006.

Le Turkménistan a lui mis en place dès le début des années 1990 un régime de type dictatorial : pratiquement totalement replié sur lui-même, il connaît une terrible régression dans de nombreux domaines, dont celui de l'éducation. Les autres Etats se situent entre ces deux « extrêmes », ils ont eu des expériences démocratiques d'une nature, d'une portée et d'une durée variables.

La Russie s'engage au début des années 1990 sur la voie d'une « libéralisation à corps perdu », selon l'expression de Georges Sokoloff : pour « la première fois de toute leur histoire, les Russes vivent en liberté »¹. L'objectif alors poursuivi par Boris Eltsine est de faire de son pays « une grande puissance démocratique » et « normale », et ce en s'appuyant sur les pays occidentaux, « les vrais amis de la nouvelle Russie » avec lesquels elle partage des valeurs communes. La Constitution de 1993 jette les bases d'un régime démocratique, le paysage politique est alors pluriel et les médias libres. Le processus

¹ Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie, 1984-2004*, Fayard, pp. 25 et 219.

démocratique s'avère néanmoins très vite complexe. La régularité du référendum sur la Constitution est contestée. Boris Eltsine a recours à la force en 1993 pour venir à bout de la rébellion du Parlement, puis à nouveau en 1994, pour tenter de mater la Tchétchénie indépendantiste. Pour beaucoup, liberté et démocratie deviennent synonymes de paupérisation et de désordre, voire de chaos.

Des révoltes éclatent dans deux autres Etats de la région : en Géorgie, la « révolution des roses » conduit fin 2003 à la démission du président Chevardnadze. Au Kirghizstan, les manifestations de mécontentement populaire aboutissent à la démission forcée du président Akaev en 2005 lors de la « révolution des tulipes » et de son successeur, Kurmanbek Bakiev, en 2010². Dans d'autres Etats de la zone (notamment en Moldavie et en Arménie), des politiques de transition démocratique sont lancées à partir du début des années 1990.

Dérives autoritaires : une tendance quasi générale

Vingt ans après les indépendances, les trajectoires diffèrent. Mais la tendance quasi-générale n'est plus à la démocratisation, elle est au durcissement de l'espace politique. En 2011, Freedom House classe dans la catégorie des pays qui ne « sont pas libres » sept des douze Etats de cet espace : l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, la Russie, le Kazakhstan, le Bélarus et l'Azerbaïdjan. Elle place les cinq autres (l'Ukraine, la Moldavie, le Kirghizstan, la Géorgie et l'Arménie) dans la catégorie de ceux qui sont « partiellement libres ». Aucun ne figure dans la catégorie « pays libre ».

Le Turkménistan, le Bélarus, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan sont parmi les plus autoritaires. Au Turkménistan, le président Niazov exerce jusqu'à son décès en 2006 un pouvoir absolu. Son successeur renonce à certains des traits trop outranciers du régime, mais il n'en modifie guère les fondements. Le Bélarus s'enferme dans un régime autoritaire après l'arrivée au pouvoir en 1994 d'Alexandre Loukachenko. Régulièrement réélu avec des scores « soviétiques » lors de scrutins qui sont tous contestés par ce qui reste de l'opposition, celui-ci gouverne largement par décrets. En Ouzbékistan, la dérive autoritaire remonte elle aussi au milieu des années 1990. Islam Karimov, ancien Premier secrétaire du parti communiste d'Ouzbékistan, premier et à ce jour seul président de l'Ouzbékistan indépendant, gouverne d'une main de fer. En Azerbaïdjan, la concentration des pouvoirs entre les mains du Président, de sa famille et de ses proches s'accroît dans les années 2000, le président Aliiev cédant la place à son fils Ilham. Dans tous ces pays, les droits de l'homme sont systématiquement bafoués. Dans certains, des partis d'opposition demeurent, mais ils sont marginalisés. Après quelques années de relative ouverture au début des années 1990, le Kazakhstan s'oriente lui aussi vers un régime autoritaire. La candidature de son pays à la présidence de l'OSCE en 2010 conduit Noursoultan Nazarbaev, ancien membre du Politburo du parti communiste soviétique, premier et à ce jour seul président du Kazakhstan indépendant, à prendre un certain nombre d'engagements qui ne semblent guère modifier la trajectoire suivie. Dans les Etats d'Asie centrale, le clan, tribal ou régional, élément essentiel des loyautés politiques, continue en outre à structurer le champ politique³.

Après des années 1990 difficiles, compliquées par la récession économique, la Russie s'engage elle aussi dans une voie de type autoritaire. Vladimir Poutine, dauphin de Boris Eltsine, affirme poursuivre un objectif de démocratisation, mais il le subordonne au rétablissement de l'autorité de l'Etat, ce qui débouche sur une « monopolisation du pouvoir politique »⁴. Dans les années 2000, des espaces de

² Theodor Tudoroiu, « Rose, orange and tulip : The failed post-Soviet revolutions », *Communist and Post-Communist Studies*, 2007, n° 40, pp. 315-342.

³ Marlène Laruelle, Sébastien Peyrouse, *Asie centrale, la dérive autoritaire*, Autrement, 2006 ; Jean Radvanyi (dir.), *Les Etats postsoviétiques*, Armand Colin, 2011 (3^e éd.).

⁴ Gilles Favarel-Garrigues, Kathy Rousselet, *Une société en quête d'ordre – Avec Vladimir Poutine ?*, Autrement, 2005.

liberté continuent à exister : la presse écrite demeure plurielle, l'accès à l'Internet libre, et les frontières ouvertes. Mais le pluralisme politique est désormais très limité et il n'y a pratiquement plus de contre-pouvoir. L'opposition est laminée lors des élections de 2003-04 et de 2007-08. Jusqu'aux élections de 2011, l'espace politique est dominé par la Russie unie, le parti du pouvoir, largement majoritaire à la Douma. La télévision est contrôlée par l'Etat. La séparation des pouvoirs n'existe guère. La décision prise en 2008 par Vladimir Poutine de céder sa place à la tête du pays à un homme qui lui doit tout, Dmitri Medvedev, mais de rester Premier ministre, puis celle annoncée en septembre 2011 de briguer à nouveau le poste de président lors des élections présidentielles de 2012, confortent la monopolisation du pouvoir. Selon toute vraisemblance, il sera réélu en 2012 pour un mandat désormais de six ans renouvelable une fois. Si ce scénario se vérifie, il sera resté au pouvoir sans discontinuer de 2000 à 2024. A moins que les contestations de décembre 2011 n'engagent le pays sur une autre voie.

Ces différentes trajectoires ont des points communs. Plusieurs des dirigeants en place (Noursoultan Nazarbaev, Islam Karimov, Saparmourad Niazov, Vladimir Poutine, Heydar Aliiev comme son fils Ilham...) sont réticents à céder le pouvoir. Pour empêcher l'émergence de contre-pouvoirs et d'une possible alternance, ils prennent des mesures administratives qui ont pour effet de marginaliser les autres partis politiques, ils créent un parti du pouvoir ou constituent des partis dits d'opposition, mais qui de fait soutiennent les autorités en place. La concentration des pouvoirs entre leurs mains s'accompagne du développement d'un système patrimonialiste ou néopatrimonialiste, c'est-à-dire de l'appropriation et/ou du pillage par le pouvoir et par ses proches des ressources du pays. Cet accaparement des richesses contribue au développement d'une corruption, parfois généralisée, présente dans tous les nouveaux Etats.

Les médias connaissent des restrictions dans tous les pays concernés. Une certaine liberté est souvent préservée, mais elle est limitée à la presse écrite lue par une minorité, voire à certaines radios et aux grands centres urbains ; l'accès à l'Internet est strictement surveillé dans les pays d'Asie centrale, il ne l'est pas en Russie mais il l'a été lors des élections de 2011. Quoi qu'il en soit, en 2010, la situation des médias était difficile partout dans la région. Dans le classement des Etats du monde effectué par Reporters sans frontières, aucun n'accède à un rang à deux chiffres : la Géorgie est à la 100^e place, l'Arménie à la 101^e, la Moldavie à la 114^e, le Tadjikistan à la 115^e, l'Ukraine à la 131^e, la Russie à la 140^e, l'Azerbaïdjan à la 152^e, le Bélarus à la 154^e, le Kirghizstan à la 159^e, le Kazakhstan à la 162^e, l'Ouzbékistan à la 163^e, le Turkménistan à la 176^e.

Dans la plupart des Etats de la région, le recours à la force est un moyen de règlement des problèmes. C'est le cas en Russie – notamment en Tchétchénie –, au Bélarus (répression et disparition d'opposants politiques), en Ouzbékistan (le régime du président Karimov est l'un des plus répressifs de la région). Résultat ou non de la répression, la violence a été présente dans cette région depuis 1991. A l'exception du Tadjikistan où l'indépendance a été suivie par cinq ans de guerre civile, les tensions, parfois fortes, n'ont pas débouché sur des conflits intérieurs. Et certains Etats (Kazakhstan, Ukraine) ont réussi à éviter que des contestations territoriales ou frontalières ne dégénèrent. Mais d'autres conflits ont éclaté (au Karabakh, en Transnistrie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud, au Kirghizstan), tous ont été meurtriers et la plupart d'entre eux ne sont que « gelés ».

Dans ce contexte, les élections ne peuvent guère être démocratiques. Elles ne l'ont en effet pas été dans nombre des Etats de la région, et celles qui l'ont été font figure d'exceptions. Le recours à la « ressource administrative », c'est-à-dire l'aide apportée par l'appareil d'Etat aux candidats du pouvoir, est une pratique largement répandue.

La difficile émergence des sociétés civiles

La difficile émergence des sociétés civiles est un élément clef des évolutions politiques. Directement liée à l'héritage de l'époque soviétique, elle s'explique aussi par les répressions, les discours de certains des pouvoirs en place sur la nécessité d'un pouvoir fort pour assurer la stabilité du pays et éviter le chaos, la perte de repères due aux bouleversements auxquels les populations ont été confrontées et le contexte économique et social dans lequel celles-ci évoluent depuis 1991. Certains des Etats de la région (Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Moldavie, Géorgie, Arménie) sont parmi les plus pauvres de la planète, et une partie importante de leur population vit sous le seuil de pauvreté, ce qui pousse un grand nombre de personnes à l'émigration. La Russie (avec un PIB de 20 000 dollars) et le Kazakhstan (un peu plus de 10 000 dollars), riches en matières premières, sont dans une situation plus favorable. Mais dans ces pays comme dans les autres, les inégalités sociales sont fortes, voire très fortes, ce qui débouche sur la constitution de sociétés à deux vitesses et entraîne un désenchantement souvent vif des populations.

Le niveau de vie s'est néanmoins globalement amélioré depuis 1991. Et même si tous ne peuvent en profiter, les sociétés de ces pays ont en outre aujourd'hui des ouvertures qu'elles n'avaient pas auparavant. L'amélioration du secteur de la distribution et la hausse du niveau de vie ont transformé les habitudes en matière de consommation. L'ouverture des frontières permet le voyage et la formation à l'étranger.

Dans ce contexte, mises à rude épreuve, peu sollicitées pour donner leur avis sur les évolutions politiques ou n'ayant guère de moyens à leur disposition pour peser sur celles-ci, les sociétés réagissent différemment selon les Etats et les moments. Elles ont parfois de fortes réactions : en Ukraine en 2004, en Géorgie en 2003, au Kirghizstan en 2005 et en 2010. Plus fréquemment, elles se replient sur la sphère privée et sur leurs intérêts immédiats. Un rapport plus distant au politique ne signifie cependant pas une atonie sociale. Ainsi en Russie, les populations se mobilisent spontanément autour de thèmes liés à la vie quotidienne et à leur environnement immédiat et en décembre 2011, elles s'élèvent contre les fraudes électorales. Mais ces protestations sont jusqu'ici pour la plupart limitées dans le temps et dans l'espace. Elles ont rarement un caractère national⁵.

*

* *

Les mutations qui se sont opérées dans l'espace postsoviétique sont profondes, multiples et douloureuses. Dans la plupart des Etats de la zone, elles mènent à des dérives autoritaires qui ne correspondent pas aux espoirs du début des années 1990. Ces pays n'étaient pas préparés à l'indépendance et ils ont tous été confrontés au poids de l'héritage dont les observateurs ont probablement sous-estimé l'impact. Qu'en conclure ? Que les retours en arrière observés ici ou là sont définitifs et que la démocratisation a correspondu à un moment, maintenant révolu, de leur histoire ? Que la démocratie ne convient pas aux Etats de cette région ? Ou qu'elle ne peut y être que « souveraine », pour reprendre le terme russe ? Le facteur temps apparaît essentiel : vingt ans, c'est en définitive très court, probablement trop court pour permettre à ces pays d'opérer leur mue. Il est bien difficile aujourd'hui de savoir si les évolutions observées sont des ruptures ou de nouvelles douloureuses étapes du processus de transition dans lequel ils se sont engagés dans les années 1990.

⁵ Françoise Daucé, « Comment protester en Russie ? Les doutes de la société civile », in Gilles Favarel-Garrigues et Kathy Rousselet (dir.), *La Russie contemporaine*, Fayard, 2010, pp. 367-378.